

## La fortune de Talleyrand

C. Jambart avec la contribution de P. Maillard

Janvier 2020

« *C'était un homme d'infiniment d'esprit, qui manquait toujours d'argent.* » (Stendhal)

---

Talleyrand est surtout connu pour ses rôles politique et diplomatique, éminents. Mais son enrichissement personnel fut aussi la grande affaire de sa vie.

La politique et surtout la diplomatie furent en quelque sorte, « *son industrie* » (cf. G. Lacour-Gayet) dont il escomptait des revenus. Il a, d'ailleurs, toujours combiné les intérêts publics et ses intérêts privés. Ces pratiques prêtèrent, et prêtent encore, aujourd'hui, à controverses, y compris chez les historiens modernes.

Il faut se garder toutefois de juger ces activités à l'aune des valeurs morales et juridiques actuelles. Les imbrications entre finances personnelles et finances publiques étaient chose courante à l'époque (pensons à la vénalité des charges sous l'Ancien régime !). Pour F. Loliée : « *Une habitude du temps, admise comme un fait usuel et normal, que les personnages employés aux œuvres de diplomatie profitassent de leur situation pour augmenter leur fortune.* » Talleyrand a seulement pratiqué l'exercice avec le talent qu'on lui connaît. Les activités financières de Talleyrand ne doivent pas non plus nous faire oublier ce que la France lui doit.

### Famille et enfance

Talleyrand est d'une famille de très ancienne noblesse, mais de sa branche désargentée. La marquise de Crequy traite d'ailleurs vilainement, dans ses Mémoires, Alexandrine, sa mère, de « *punaise de cour* » pour « *faire vivre sa famille* » des « *miettes qui tombaient du buffet de Versailles* ». Talleyrand est orienté vers l'église du fait de son pied-bot, et ensuite déshérité au profit d'Archambaud, son frère cadet, pour lui faciliter un riche mariage, auquel d'ailleurs Charles-Maurice n'assista pas ... Des humiliations et des frustrations qui expliquent bien des choses, en particulier dans le domaine qui nous occupe.

### Sous l'Ancien régime

« *Cette riche matière (les finances) pourrait me mener bien loin, car elle est pour moi pleine de charme.* » (Mémoires de Talleyrand)

Talleyrand avait 35 ans en 1789. Une partie déterminante de sa vie s'est donc déroulée sous l'Ancien régime. Devenu évêque d'Autun, il accédera en 1788 à l'indépendance financière avec les revenus de son évêché, des abbayes de Saint-Denis de Reims, de Celles en Poitou et d'autres encore (chapelain de la chapelle de la Vierge Marie de l'église Saint-Pierre le Viel à Reims - détruite - , chanoine honoraire au chapitre de la cathédrale de Reims, vicaire général du diocèse de Reims, chapelain de la chapelle de St-Jean l'évangéliste - église Saint-Venant à Tours - ), soit au total environ cent mille livres par an.

Il est à noter que Talleyrand dut emprunter le 3 janvier 1789 cent trente-quatre mille quatre cent livres à Vergennes (avec la caution de son frère Archambaud et surtout de sa belle-sœur Henriette

Sabine) pour le paiement des « bulles de l'Evêché d'Autun et autres objets y relatifs ». L'Eglise n'oubliait pas les douceurs !

Talleyrand découvrit dans cette période les finances, en particulier par ses activités comme Agent général du clergé et conseiller de Calonne (Assemblée des notables). Il y prit goût. Talleyrand fréquente avec une petite société d'initiés (Mirabeau, Narbonne, Lauzun, ...) Isaac Panchaud, et le tient pour un homme « *extraordinaire* » et « *de génie* » (compliment exceptionnel de sa part !). I. Panchaud était un banquier, financier et manieur d'agent de haut vol spécialiste de l'amortissement, qui tâta de la prison pour dettes en Angleterre. Il créa en 1776, à Paris, la Caisse d'amortissement dont Talleyrand fut actionnaire. Il décéda en 1789. La Caisse, elle, cessa ses activités en 1793.

Pour E. de Waresquiel, Talleyrand est alors « *l'ancêtre de nos modernes capital-risqueurs* » (Caisse d'amortissement dont il fut actionnaire, Société des mines de charbon de Rueil, Société pour l'entreprise de la tourbe, ...).

Les sources manquent pour dresser un bilan de sa fortune à la veille de la Révolution. Notons cependant qu'il put acheter deux terrains sur les Champs-Élysées à M. Radix de Sainte-Foy, sur lesquels il fit édifier un imposant hôtel particulier qu'il possédait toujours sous le Directoire. M. Radix de Sainte-Foy, ancien surintendant des finances du comte d'Artois, richissime homme d'affaires avait initialement fait fortune dans ses fonctions « officielles », ensuite dans la spéculation des biens nationaux. Il était aussi dispensateur des fonds secrets du roi et intrigant contre-révolutionnaire.

### Sous la Révolution

« *La Révolution fut aussi une énorme affaire d'argent.* » (Aimée de Coigny).

« *Je m'occupe de refaire de la fortune et j'y porte l'activité que peut inspirer l'usage que j'espère en faire.* » (lettre à Mme de Genlis depuis les Etats-Unis)

« *Ma raison me dit qu'il faut refaire un peu de fortune, afin de ne pas être dans la gêne et dans la dépendance continuelle lorsqu'on devient plus âgé ; cette idée m'occupe.* » (lettre à Mme de Staël depuis les Etats-Unis)

Avec la Révolution, Talleyrand, tout en s'engageant résolument au service des temps nouveaux, entre de plein pied dans le monde des affaires et de la spéculation (« agiotage » selon le vocabulaire de l'époque). On évoque des opérations sur les changes, la dette et les fournitures à l'armée américaine, les biens nationaux, et aussi ce que nous appellerions des délits d'initié ... Les journaux de l'époque s'en firent l'écho à loisir, « *Un peu répétitifs d'ailleurs* », pour E. de Waresquiel. Ici débuta la réputation d'affairisme de Talleyrand qui le poursuivit toute sa vie

N'oublions pas aussi le jeu qui permet de fabuleux gains comme le soir du 14 juillet 1790 (fête de la Fédération). Il s'en excusa dans la presse en février 1791.

En mission ordonnée par Danton, puis réfugié en Angleterre, Talleyrand, sans ressources, connaît des difficultés de trésorerie qui le conduisirent à vendre sa bibliothèque (Il vendit d'ailleurs trois fois sa bibliothèque, à Londres en 1793 et 1816, et à Paris en 1811) et à demander un prêt conséquent à Mme de Staël.

Chassé par les Anglais, Talleyrand se rend aux Etats-Unis bien décidé à y prospérer. Les spéculations sur les terrains y vont bon train. Les domaines étaient vendus à des Européens, mais souvent sur des bases juridiques incertaines voire douteuses, et faisaient ensuite l'objet de spéculations. Des fortunes s'y firent, d'autres s'y défirent. Talleyrand se vit bien jouer un rôle dans la sécurisation de ce marché

mais aussi pour spéculer pour autrui et pour son propre compte. Il développa donc une intense activité financière, en relation avec des correspondants européens. Mais s' « *Il y a de l'argent à faire pour ceux qui en ont* » (lettre à Mme de Genlis), ce n'était manifestement pas son cas. Facteur aggravant, il fut mis sur la liste des émigrés pendant son séjour aux Etats-Unis, et ses biens furent dispersés aux enchères à Paris en 1795.

A son retour en Europe, il déposa cinquante mille francs à la Banque Ricci, à Hambourg, solde de son séjour aux Etats Unis. Il emprunta vingt-quatre mille francs à Mme de Staël, à ajouter aux sommes déjà empruntées en Angleterre. Mme de Staël eût d'ailleurs ensuite les plus grandes difficultés à se faire rembourser. Comme l'on sait, les difficultés d'argent de Talleyrand servirent même à Mme de Staël d'argument auprès de Barras pour faire entrer Charles-Maurice au ministère. La scène est fameuse : « *Barras, Barras, (...), savez-vous ce qu'il m'a dit (...); il m'a dit qu'il allait se jeter à la Seine, si vous ne le faites pas décidément ministre des Affaires étrangères. Il n'a plus que dix louis devant lui.* »

Talleyrand ne fit donc pas fortune, comme il l'espérait, en Amérique.

### Sous le Directoire

« *Nous tenons la place : il faut faire une fortune immense, une immense fortune ...* » (propos tenus à l'occasion de l'accession de Talleyrand au ministère du Directoire, rapportés par Benjamin Constant). C'est ici que Chateaubriand (« *plume de corbeau* » pour Talleyrand), pétri de jalousie, pourrait placer son brûlot : « *Quand M. de Talleyrand ne conspire pas, il trafique.* »

Entré au ministère, et bien résolu, comme on le voit, à faire fortune, Talleyrand s'y emploie. « *Tout s'achète ici en matière d'affaires ... Le ministre des Relations extérieures aime l'argent.* » (lettre de Sandoz-Rollin au roi de Prusse de janvier 1798). Les sommes en jeu étaient considérables. Des listes circulèrent dans Paris. G. Lacour-Gayet énumère les « pourboires diplomatiques » reçus pendant la période de deux ans qui précéda le Consulat, évalués à un montant total estimé à treize millions six cent cinquante mille francs. Un grave incident avec les Etats-Unis, l'« affaire XYZ », témoigne de l'affairisme en cours. Les Etats-Unis réclamaient une indemnité pour les dommages subis par leur pavillon du fait d'une guerre larvée (« Quasi War » pour les américains) avec la France. Il fut demandé aux émissaires américains une importante somme d'argent avant même de pouvoir négocier. Scandale suivi d'une campagne de francophobie, d'une guerre maritime, d'un embargo sur les produits français, et, enfin d'une réconciliation en 1800.

En janvier 1797, il donne une fête fabuleuse en l'honneur de Bonaparte. Un premier emploi intelligent de l'argent comme moyen d'influence en politique. Cette fête a donné lieu à ce savoureux échange cité par G. Lacour-Gayet : « *Cela a dû vous coûter gros, citoyen ministre* », lui dit Mme Merlin - « *Pas le Pérou, citoyenne.* »

### Sous le Consulat

« *Le suprême bonheur de M. de Talleyrand c'était de réunir un million et de le dépenser.* » (Stendhal)

G. Lacour-Gayet fait état d'une fortune estimée à une trentaine de millions dès le 18 brumaire, sans certitude cependant. Mais l'achat de l'hôtel de la rue d'Anjou en 1800, comme celui du domaine de Valençay en 1803, supposaient des moyens considérables. G. Lacour-Gayet, J. Orioux, E. de Waresquiel et T. Lentz listent nombre d' « affaires » qui profitèrent à Talleyrand, sachant toutefois que, dans ce domaine, on navigue entre faits avérés et les on-dit... , et vice-versa. Nous en évoquerons quelques-unes, sans viser à l'exhaustivité :

- traité de Bâle avec l'Espagne. Bonaparte fit remise à l'Espagne de deux millions et demi mensuels sur cinq millions. La cour d'Espagne l'ignora. « *Que devenait cette différence ?* » (J. Orioux).
- créances de Bacri et Busnach, marchands de grains de la Régence d'Alger. Une partie des fonds qui leur étaient destinés disparut. A noter que cette affaire devait conduire à l'expédition d'Alger en 1830 !
- pourparlers suite à Marengo. « *Il y ramassa sept millions cinq cent mille francs.* » (G. Lacour-Gayet)
- indemnités du prince de Nassau-Orange. Pour G. Lacour-Gayet « *Un bon nombre de millions, dix-sept peut-être, s'étaient égarés en route.* » Mis au fait en 1804, Napoléon voulut démêler l'affaire. « *Quel menteur, dira-il à Maret, Il faudra le renvoyer à Valençay ; mais qui mettrons-nous aux Relations extérieures ?* »
- traité de traité de Lunéville et recez de Ratisbonne. Ces opérations redessinèrent la carte de l'ancien Saint-Empire romain germanique. Talleyrand « *tirait de ces négociations complexes de considérables pots-de-vin, tout en défendant avec brio les intérêts de son pays.* » (T. Lentz). Pour le comte Molé, ce fut « *une mine d'or* » pour Talleyrand. Le chancelier Pasquier « *évalue à plus de dix millions de francs le montant des compensations diplomatiques empochées à cette occasion* » (E. de Waresquiel). Pour G. Lacour-Gayet ces traités rapportèrent à Talleyrand « *une dizaine de millions, une quinzaine peut-être* ».
- vente de la Louisiane aux Etats-Unis. La France reçut cinquante-quatre millions des soixante fixés. La différence fut imputée à des « *frais de négociation* ».
- présidence de la République Batave. Le prince de Weilbourg, entre autres, offrit quatorze millions (cf. G. Lacour-Gayet) à Talleyrand pour lui faciliter l'accès à la présidence de la République Batave.

Ces sommes peuvent sembler, et sont, considérables. Elles doivent cependant être relativisées dans le contexte de l'époque. Les enrichissements de notables de l'Empire (dont les maréchaux) furent légion. C'est ainsi que Fouché devint l'un des hommes les plus riches de France. Et Fouché, en bon bourgeois, thésaurisait, alors que Talleyrand, lui, en grand seigneur, dépensait !

Talleyrand multiplia alors, sous le Consulat, et ensuite sous l'Empire, les investissements fonciers et immobiliers (la principale façon d'investir alors) pour ses besoins propres, mais aussi pour spéculer. Nous pouvons en dresser une liste rapide, non exhaustive, mais qui donne déjà le tournis :

- janvier 1800, achat de l'hôtel de Crequi, rue d'Anjou, où il vécut jusqu'en 1808. Cet hôtel particulier fut détruit par le percement du boulevard Malesherbes.
- février 1801, achat du domaine de Haut Brion dans le Bordelais qu'il revendit assez vite. De méchantes langues prétendirent qu'il fit cet achat pour complaire à Bonaparte, avant de découvrir que celui-ci ne buvait que du Bourgogne !
- décembre 1801, achat, avec son épouse, du domaine de Ponts-de-Sains. Suite à une séparation à l'amiable en décembre 1816, Catherine céda à Talleyrand, en août 1825, le tiers de la somme donnée lors de l'acquisition.
- mai 1803, achat du château et de la terre de Valençay pour la somme de un million six cent mille francs, sur les injonctions de Napoléon, pour recevoir d'importants personnages

(comme ce fut bien le cas pour la famille royale espagnole en 1808 !). L'aide de Napoléon pour cet achat reste incertaine. Valençay était l'un des plus grands domaines de France à l'époque. Talleyrand l'agrandit ensuite par des achats successifs.

- mars 1808, échange de l'hôtel de Crequi contre l'hôtel de Matignon-Monaco, où il construisit deux salles sur jardin détruites par le duc de Galliera lors de la rénovation de 1853 à 1857.
- mars 1812, achat de l'hôtel Saint-Florentin construit par Chalgrin en 1767. Sous la Restauration et la monarchie de Juillet Talleyrand vécut entre Valençay l'été et Saint-Florentin l'hiver. Cet hôtel particulier appartient aujourd'hui aux Etats-Unis.
- juin 1812, achat du château de Saint-Brice, près de Montmorency, revendu en 1815. Il ne reste rien de ce domaine, à l'exception des écuries. Il acquit aussi des bois dans l'Eure, ...
- Et d'autres encore : en 1804 la Petite Muette, en 1818 le château de Bouges dans l'Indre, en 1824 une maison à Andilly dans le Val d'Oise, contiguë au château de Belmont acheté par la duchesse de Dino.



Le château de la Petite Muette

La plupart de ces achats se firent dans les meilleures conditions pour Talleyrand, souvent à crédit, « améliorées » encore par une pratique de mauvais payeur bien connue.

Il faudrait ajouter à cette liste les locations, dont celle du somptueux château de Neuilly, détruit lors de la révolution de 1848.



Le château de Bouges

Notons qu'apparaît à cette période, dans l'entourage de Talleyrand, le comte de Montrond (« *l'Enfant Jésus de l'Enfer* » pour Talleyrand), qui fut son compère sa vie durant, en particulier pour les affaires d'argent. Talleyrand était fasciné par son amoralité et son cynisme ...

### Sous l'Empire

« *Napoléon oubliait de récompenser ceux qui le servaient le mieux. Il fallait bien penser à se récompenser soi-même.* » (Talleyrand à Cambacérès, cité par J. Orioux).

L'Empire débutait, pour Talleyrand, sous les meilleures auspices, puisque le financier Hervas estimait sa fortune à quatorze millions de francs au début de l'Empire (G. Lacour-Gayet). D'autant que les affaires continuèrent de plus bel dans un premier temps. C'est ainsi que la négociation pour l'établissement de la Confédération du Rhin fut fructueuse pour Talleyrand. On parla de deux millions sept cent mille francs.

Cependant la démission de Talleyrand de son poste de ministre des Relations extérieures (août 1807), puis ensuite la perte de sa dignité de grand chambellan (janvier 1809) l'éloignèrent des affaires, et, donc, des « *douceurs diplomatiques* ». S'ensuivirent pour lui des difficultés d'argent aggravées par le coût de l'hébergement de la famille royale Espagnole à Valençay et quelques déboires financiers (spéculations manquées, faillite de la banque Simons, ...).

Aux abois, Talleyrand obtint, en 1809, deux cent à quatre cent mille francs de l'Autriche en contrepartie d'informations sensibles. Les relations financières avec ce pays se poursuivirent ensuite.

En 1810, il demanda, après le paiement de premières informations, un million cinq cent mille francs à Alexandre en lui rappelant Erfurt. Le tsar refusa. Jeux dangereux qui donnent une idée des difficultés dans lesquelles Talleyrand se débattait, et qui durent coûter à son amour-propre. Mais l'intercession d'Alexandre pour le mariage de son neveu Edmond avec la richissime duchesse de Courlande, future duchesse de Dino, ne fut-elle pas un cadeau, avouable celui-ci ?

Ces transactions ne furent semble-t-il pas découvertes à l'époque. Mais dans ce domaine rien n'est sûr ! Les informations livrées étaient-elles d'importance ? Ces relations flirtèrent-elles avec la trahison ? Quelles étaient la place respective des deux « patriotismes », européen et national, dans l'esprit de Talleyrand pour qui : « *Pour moi, les vrais intérêts de la France ne sont jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe* » ? Chacun se fera sa propre opinion, mais sans oublier toutefois que Talleyrand fut toujours fidèle à ses convictions politiques (opposition à l'impérialisme napoléonien, recherche de la paix et de l'équilibre des nations, position de l'Autriche en Europe, ...).

C'est finalement Napoléon, probablement pour éviter le scandale d'un haut dignitaire de l'Empire acculé à la banqueroute, qui le sauva de la ruine en 1811. Il lui fit verser cent cinquante mille francs pour la « location » de Valençay à raison de cinquante mille francs par an, et deux millions cent quatre-vingt mille francs pour le rachat de l'hôtel Matignon et autres biens immobiliers. Sommes énormes à comparer, par exemple, aux cinq cent mille francs que coûta à Talleyrand l'achat de l'hôtel Saint-Florentin, réalisé après ces libéralités de Napoléon.

Une anecdote rapportée par G. Lacour-Gayet et par J. Orieux, donne une bonne idée de la façon dont Napoléon appréciait les services de Talleyrand. S'adressant à Champagny, le successeur de Talleyrand au ministère des Relations extérieures, à propos de négociations en cours, Napoléon lui déclara : « *Vous avez stipulé cent millions d'indemnité pour la France ; tout ira au Trésor, je le sais. Du temps de Talleyrand, nous n'en aurions peut-être pas eu soixante ; il y en aurait eu dix pour lui. Mais il y a quinze jours que tout serait fini. Concluez.* » On ne sait pas comment l'impétrant reçut ces remontrances !

### Sous la Restauration

Le congrès de Vienne donna à Talleyrand l'occasion de cadeaux somptueux énumérés par G. Lacour-Gayet (six millions de la part du roi de Saxe par exemple, excusez du peu ... ). Mais on aurait ici presque honte d'évoquer ces « détails » quand on sait que Talleyrand y sauva la France en lui évitant le démembrement qui lui était promis !

La faillite de la banque Paravey en 1826 mit Talleyrand en difficulté. Il manqua de liquidités et dû engager ses tableaux en 1829. Une lettre à Mme de Vaudémont à propos des dettes d'Edmond, son neveu, citée par E. de Waresquiel, en témoigne : « *On aboutit toujours à ceci : cela s'arrangera, car M. de Talleyrand paiera. Il y a un malheur, c'est que M. de Talleyrand ne le peut pas. Il a prouvé que s'il le pouvait, il le ferait bien volontiers, mais tout a un terme ...* ».

Talleyrand fit, en 1829, donation de Valençay, avec réserve d'usufruit, à Napoléon-Louis de Talleyrand-Périgord (1811-1898), son petit neveu, fils d'Edmond et de Dorothée de Dino. Saint-Florentin sera revendu un million cent quatre-vingt-un mille francs par cette dernière, légataire universelle, à James de Rothschild, peu après la mort de Talleyrand.

### Conclusion

« Voyez-vous, il ne faut jamais être pauvre. Moi, j'ai toujours été riche. » (Talleyrand au baron de Vitrolles, sous la Restauration).

On a vu que cette affirmation mérite d'être nuancée. Talleyrand connut aussi quelques difficultés financières. Mais cette citation d'un homme âgé a le mérite de rappeler son ambition initiale sous le Directoire, ambition comblée. Pour Sainte-Beuve, par exemple : « *Monsieur de Talleyrand évaluait lui-même à soixante millions ce qu'il pouvait avoir reçu en tout des puissances grandes ou petites dans sa carrière diplomatique.* » Talleyrand réussit donc, là comme ailleurs. Cette richesse lui était sans doute indispensable pour maintenir son train de vie de grand seigneur mâtiné d'hédonisme, pour le garantir contre un revers politique que sa lucidité lui présentait comme toujours à craindre, et pour influencer sur la politique et la diplomatie, toujours dans l'intérêt de la France.

Cet appétit d'argent de Talleyrand était connu de tous, y compris de Napoléon, qui s'appuya longtemps sur lui et ne l'écarta jamais complètement ensuite. C'est donc que ses « bons offices » valaient bien ce qu'ils coûtaient ...